

Maîtriser les distinctions conceptuelles entre « soutien politique » et soutien « militaire », soutien politique « critique » et accord politique intégral.

- Par Georges Gastaud. 21-05-2023

Introduction :

A chaque tournant politique national ou international tant soit peu délicat se repose la question du positionnement solidaire des organisations marxistes-léninistes. Quand il s'agit de soutenir des groupes, fronts, syndicats, partis ou Etats étrangers qui sont intégralement d'accord avec les marxistes-léninistes sur une question donnée, cela ne fait pas difficulté, mais il en va autrement quand il s'agit d'apporter publiquement le soutien de l'organisation léniniste tout en le nuancant d'une manière plus ou moins ouverte. Certains militants voient alors comme une forme de poltronnerie politique dans le fait d'assortir notre soutien de critiques publiques alors que d'autres militants sont tentés à l'inverse de refuser toute espèce de soutien du fait des divergences politiques ou idéologiques existantes. Les premiers comme les seconds se renvoient alors contradictoirement l'affirmation attribuée à Elsa Triolet selon laquelle *les barricades n'ont que deux côtés*, un principe bien moins manichéen et plus subtil à manier qu'il n'y paraît. Instruct par trente années d'expérience consacrées à la co-fondation puis à la co-direction du *Comité E. Honecker de Solidarité Internationaliste* et/ou à celles des organisations politiques (*Coordination communiste du PCF, FNARC, PRCF*) qui ont recueilli, ravivé et transmis le flambeau initialement fort vacillant de la Renaissance communiste¹, je me sens l'obligation d'explicitier ici certaines distinctions conceptuelles indispensables pour cadrer et orienter les positionnements solidaires présents et à venir.

Soutien « politique » et soutien « militaire »

a) Pour comprendre ce qui suit il faut d'abord saisir ceci : le marxisme invite les communistes à distinguer entre *ennemi principal* et *ennemi secondaire*, entre *contradiction principale* et *contradiction secondaire* et Mao a écrit des textes décisifs à ce sujet dans *Quatre essais philosophiques*, surtout dans l'essai intitulé *De la contradiction*. Il y distingue aussi les *contradictions non antagoniques*, dites « *contradictions au sein du peuple* » (par ex. entre ouvriers et paysans), lesquelles se dépassent par la discussion/négociation entre les diverses composantes du *peuple*, et les *contradictions antagoniques* (par ex. entre l'impérialisme et les peuples qu'il opprime, ou entre les capitalistes et les prolétaires) qui, en dernière analyse, sont appelées à se régler par la violence², en clair par la victoire, voire par l'élimination de l'une des parties sur et par l'autre. Distinguer entre « *ennemi principal* » et « *ennemi secondaire* », c'est éviter de traiter tous les antagonismes en vrac, « *en même temps* », sur tous les fronts géographiques à la fois : donc à notre détriment et au risque d'être écrasés par un ennemi plus fort, surtout si nous l'aidions, par une attitude sectaire inconsidérée, à s'unir contre nous en faisant si j'ose dire, et à nos dépens, du « *tous ensemble en même temps* » à l'envers. Comme dans le domaine militaire, il faut ainsi savoir *segmenter et échelonner dans le temps (planifier)*, et si possible, *dans l'espace, les offensives et les contre-offensives à mener contre un ennemi potentiellement plus fort*. Imitant la tactique employée jadis par les guerriers romains (les trois frères Horace) affrontant les frères Curiace, les trois champions désignés par la cité d'Albe (cf la tragédie de Pierre Corneille intitulée *Horace*), il faut entreprendre de *battre séparément, en des lieux divers et successivement chaque détachement de l'ennemi de classe, en ciblant d'abord le plus dangereux d'entre eux* ; l'exigence tactique du *tous ensemble en même temps* que nous prôtons dans les manifestations populaires ne constitue un impératif constant que pour notre classe, celle des prolétaires, appelée pour le moins à faire front sur la base du mot d'ordre cher à Maurice Thorez « *Marchons côte à côte et frappons ensemble !* », le but de véritables bolcheviks n'étant nullement d'être écrasés, fût-ce avec les honneurs, mais bien de remporter la victoire sociale, politique, voire militaire.

¹ Et un peu plus que cela car toutes ces années militantes très ingrates difficiles ont donné lieu à un intense travail théorico-politique et stratégique, philosophique, économique, historique, syndical, culturel, sans parler du travail d'organisation et du travail de terrain proprement dits.

² Une violence dont, pour autant, les formes ne sont pas nécessairement sanglantes : guerres, révolutions, contre-révolutions, dictature du prolétariat ou dictatures fascistes, etc.

La tâche stratégique et tactique consistera alors à fédérer notre camp sociopolitique avec en son centre, le parti communiste de combat (ou l'organisation qui en tient provisoirement lieu) armé du marxisme-léninisme et solidifié par le centralisme démocratique, tout en divisant l'ennemi de classe et en ciblant d'abord l'ennemi principal : ces exigences élémentaires sont du reste au cœur de toute stratégie politico-militaire dépassant le stade, cher au gauchisme et au romantisme révolutionnaire, des charges suicidairement menées sabre au clair contre des rangées de mitrailleuses. C'est ainsi par ex. que l'*Armée nationale populaire chinoise (A.N.P.)* politiquement dirigée par le P.C. chinois a d'abord su faire front, nonobstant des divergences politiques et idéologiques de fond, avec le parti bourgeois du Guomindang (réactionnaire, mais nationaliste) pour vaincre et chasser de Chine l'ennemi principal du moment, à savoir l'occupant japonais ; après quoi, les impérialistes fascistes japonais ayant été dûment boutés hors de Chine, l'A.N.P. a réglé son compte au fascisant Guomindang (lequel avait procédé à une tuerie d'ouvriers communistes chinois à Shangai, en 1927), l'obligeant à se réfugier dans la province insulaire chinoise de Taïwan.

b) Il faut ensuite saisir que tel ou tel mouvement de masse, ou que tel ou tel Etat étranger qu'il nous faut soutenir de toute évidence contre l'ennemi principal du moment (lequel se trouve être à notre époque, l'impérialisme euro-atlantiste et ses vassaux, mais qui était composé des impérialismes hitlérien, mussolinien et japonais formant l'*Alliance anti-Komintern* dans les années 30), peut non seulement être étranger à notre classe, non seulement refuser totalement ses buts stratégiques (le *socialisme-communisme*), mais se révéler à court ou à moyen terme comme le sanguinaire ennemi juré du prolétariat. On apportera seulement alors à ce mouvement ou à cet Etat un *soutien militaire*, terme conceptuel qui ne signifie pas que nous lui enverrons des armes (nous ne sommes pas un Etat !), mais que nous souhaiterons sa victoire sur l'ennemi principal tout en sachant que, tôt ou tard, nous devrons affronter nous-mêmes notre allié circonstanciel : en effet, nous militons pour le socialisme alors que cet ennemi, « secondaire »... *pour le moment*, reste favorable au capitalisme, voire parfois au féodalisme, etc. Par ex. l'Internationale communiste jugeant avec raison que l'impérialisme, « stade suprême du capitalisme » et « réaction sur toute la ligne » (Lénine), constituée à notre époque l'ennemi principal des peuples, il est arrivé que le PCF des années vingt soit amené à soutenir des dirigeants marocains fort peu progressistes contre le colonialisme français (par ex. Abd-El-Krim) ; voire que le PCF, ou que le PC Algérien des années 1960 soutiennent les nationalistes bourgeois ou petit-bourgeois du FLN algérien alors que ces derniers n'hésitaient guère au même moment à liquider des communistes rejoignant les maquis anticolonialistes. De même avons-nous dû soutenir l'Irak baasiste de Saddam Hussein contre l'invasion étatsunienne de 2003-2004 alors que dans les années 1970, ce dirigeant brutal et sans scrupules, qui agressa même l'Iran pour le compte des USA dans les années 1980, avait fait pendre en place publique toute la direction du vaillant PC irakien. Idem, avons-nous dû soutenir la résistance patriotique et anti-impérialiste dirigée par Slobodan Milosevic, le président de la Serbie, contre le dépeçage impérialiste de la Yougoslavie. Nous l'avons fait clairement, sans renvoyer dos à dos l'armée yougoslave et l'OTAN, dont nous souhaitons la défaite, et sans jamais taire le fait que Milosevic, qui n'en défendait pas moins alors la Yougoslavie sur des bases patriotiques et anti-impérialistes, était *aussi* un renégat du communisme³, et sans cacher que son alliance interne avec des nationalistes serbes aussi détestables que Radovan Karadzic était plus que problématique. Nous avons toujours dit à l'époque qu'il s'agissait bien d'un soutien « militaire » de Milosevic, et non d'un soutien « politique ». En effet, tous ces dirigeants nationalistes (Saddam, Milosevic, Kadhafi, Assad...) détestaient à des degrés divers les communistes, ou du moins ne croyaient plus en eux, mais dans des conditions de reflux général du socialisme et du front anti-impérialiste mondial, les Etats yougoslave, irakien, syrien, libyen, ont incarné pour un temps, d'une manière du reste inconséquente et pas toujours idéale pour unir les peuples concernés et pour remporter la victoire, une forme de résistance patriotique conforme à la juste phrase de Jean Jaurès :

« L'émancipation nationale est le socle de l'émancipation sociale ».

Même remarque à propos du Venezuela s'agissant du « soutien militaire » offert par le PRCF, contre l'Oncle Sam et ses alliés de la droite vénézuélienne, à Nicolas Maduro alors que ce dernier persécute parfois le PC du Venezuela (que les marxistes ont alors le devoir de soutenir *publiquement* contre Maduro), et que nous ne prenons nullement la société vénézuélienne actuelle pour l'incarnation du « socialisme du XXI^e siècle », n'en déplaise aux néo-chavistes patentés et à tous ceux qui continuent à ne pas voir cette évidence : il n'y a pas de socialisme sans révolution prolétarienne, sans dictature du prolétariat, sans rôle dirigeant de la classe ouvrière, sans rôle d'avant-garde du Parti communiste et sans socialisation/planification démocratique des grands moyens de production et d'échange.

En résumé, la première des choses lorsque surgit un conflit sociopolitique ou géopolitique majeur, est de *ne pas se tromper de côté de la barricade* et de choisir « militairement » le bon camp (en clair, de dire aux travailleurs *de qui nous espérons la victoire*, ou du moins, de qui nous souhaitons la défaite) en désignant nommément l'ennemi principal, à savoir de nos jours l'impérialisme hégémoniste étatsunien et ses vassaux immédiats, dont fait le plus souvent partie en première ligne⁴ désormais l'impérialisme français (par ailleurs principal destructeur de notre nation, puisque socialement parlant, l'impérialisme fait corps avec la grande bourgeoisie monopoliste qui dirige « notre » CAC 40 et qui casse nos industries, notre pêche artisanale, notre agriculture, nos services publics, sans parler de notre langue).

c) Pour autant, dire tout bonnement « *nous sommes pour Saddam, pour Milosevic, pour Kadhafi, pour Assad, point final* » et, sous ce prétexte, faire silence sur les antagonismes qui couvent, si ce n'est pire, entre eux et les communistes de leurs pays respectifs (donc entre eux et, potentiellement au moins, le Mouvement communiste international !), bref, « sortir de la perspective » la question décisive du combat pour le socialisme-communisme, ce serait de notre part *mentir par omission* et faciliter une *trahison par défaut* relevant du *Qui ne dit mot consent*. En clair, ce serait se mettre à la remorque de notre allié temporaire et obérer sur le long terme la lutte prolétarienne pour le socialisme. Politiquement, stratégiquement (c'est-à-dire quand il est question des buts finaux que nous poursuivons et que ces potentats fort divers combattent, à savoir l'*émancipation sociale, politique, idéologique, voire générique de toute l'humanité*), nous sommes en désaccord avec ces pouvoirs bourgeois, voire semi-féodaux parfois très brutaux et nous devons le dire *haut et fort*, sauf circonstances très particulières et très provisoires. Notre soutien militaire n'est alors pas de nature politico-idéologique et omettre de le rappeler serait trahir les travailleurs et les communistes de ces pays très souvent réprimés par ces potentats, trahir les femmes ouvrières, paysannes et

³ ... l' un des principaux liquidateurs nationalistes de la *Ligue des communistes de Yougoslavie* et le principal créateur et dirigeant du PS serbe qui l' a remplacé.

⁴ Ce n' est pas toujours le cas, cf la position de Chirac sur l' Irak en 2003.

intellectuelles massivement opprimées (par ex. en Iran), oublier que la nécessaire construction du Front anti-impérialiste et anti-hégémoniste mondial ne peut s'effectuer aux dépens de la reconstruction future de l'Internationale communiste, de la révolution socialiste à effectuer dans tous les pays (y compris le jour venu en Iran, en Irak, en Russie, etc.), de l'émancipation des femmes, de la séparation laïque complète de l'Etat et des Eglises, de l'avancée nécessairement mondiale et aussi partagée que possible du matérialisme scientifique, du rationalisme critique et de ce que j'ai appelé par ailleurs les « lumières communes »⁵. Bref, ce silence coupable reviendrait à abandonner nos buts d'avenir, à enterrer le rôle dirigeant de la classe ouvrière (y compris si possible dans chaque lutte démocratique, dont font partie les luttes nationales), en un mot à pratiquer l'opportunisme, cet abandon de nos buts finaux et généraux pour des avantages immédiats et précaires. Or dans toute lutte, prolétarienne ou non prolétarienne, le Parti communiste se doit de représenter « l'ensemble du mouvement » et ses « buts finaux universels » comme nous l'ont démonstrativement enseigné Lénine, voire le Manifeste du Parti communiste de 1848.

d) Opérer cette distinction entre le soutien militaire à une cause et la critique politico-idéologique des dirigeants bourgeois, voire féodaux qui la défendent occasionnellement ladite cause pour leurs raisons propres qui sont parfois situées aux antipodes des nôtres, ne trahit rien l'esprit et la lettre de la phrase d'Elsa Triolet citée ci-dessus : le communiste libanais qui se bat du côté des milices patriotiques de Nasrallah contre l'invasion israélienne du Liban a d'autant plus le droit, voire le devoir (bien entendu avec tact, prudence et diplomatie, et sans manquer de respect à ses compagnons d'armes non communistes) de faire entendre sa voix (et sa *voie*) propre, celle d'un futur Liban indépendant, laïque, féministe et socialiste, donc sans se fondre dans le « Parti de Dieu » (c'est ce que signifie le mot arabe *Hezbollah*) et sans sacrifier par son silence complice l'avenir proprement national (c'est-à-dire *non communautariste*) du peuple libanais : tant il est évident que, fût-il libéré de la menace sioniste, un futur Liban dominé par le seul communautarisme chiite, par le seul communautarisme maronite ou par le seul communautarisme druze et sunnite ne saurait être qu'un Liban désuni, malheureux et toujours aux portes de la guerre civile. S'il se dérobe à son devoir proprement communiste sous couvert d'anti-impérialisme flou et mal compris, le Parti communiste mettra involontairement sa classe à la remorque du nationalisme religieux. S'exprimer, fût-ce avec mesure et à propos, est même d'autant plus nécessaire que, généralement, *cette démarcation entre les lignes bourgeoise et prolétarienne du combat anti-impérialiste ne peut au final que bénéficier à la victoire militaire elle-même* : pour reprendre l'exemple libanais, si le PCL qui combattait alors, et à juste titre, aux côtés du Hezbollah, n'avait pas fait entendre alors sa différence de classe, comment eût-il aidé les patriotes libanais sunnites, laïques ou chrétiens à rejoindre la résistance nationale anti-israélienne alors que Nasrallah représente seulement la communauté chiite amie de l'Iran et de la Syrie et que de vieilles rivalités opposent ce courant aux Libanais sunnites et aux chrétiens maronites ? Sans parler des Libanais laïques qui souhaitent en finir avec le ruineux tribalisme dont le clientélisme assorti de corruption ruine les masses libanaises depuis des décennies ? La besogne politique des marxistes-léninistes est donc toujours double et faire entendre sa propre voix (voie) de classe (ce que les vrais mélomanes appelleraient le *concerto des dissonances*) est parfois indispensable pour unir notre classe et ne pas la soumettre aux *étroitesse particularistes*, et partant antinationales et anti-internationalistes, qui ne peuvent manquer de caractériser les courants nationalistes bourgeois.

Pour prendre l'exemple actuel du conflit entre la Russie et l'OTAN par l'Ukraine interposée, les militants communistes français avaient clairement d'une part le devoir politique d'apporter un « soutien militaire » clair et net à la Russie (fût-elle bourgeoise et contre-révolutionnaire) menacée d'encerclement complet par l'UE-OTAN faisant main basse sur l'Ukraine, puis sur la Biélorussie, liquidant les Républiques populaires du Donbass ouvrier, promouvant un régime néo-hitlérien avoué à Kiev, implantant des missiles nucléaires sur toute la frontière russe occidentale tout en enserrant la Chine tout au long de l'Indopacifique. Notre devoir principal était donc bien sans conteste le « soutien militaire » à la *contre-offensive* russe sachant qu'un tel soutien dénué d'ambiguïté et d'« équidistance » nous obligerait à affronter à la fois le veule ralliement de la NUPES à l'union sacrée euro-atlantiste et le « ni-ni » douillet des petit-bourgeois du type NPA. Mais ce soutien militaire exclusif de tout renvoi dos à dos des deux camps militaires nous engageait d'autant plus, à titre de *devoir second* (mais pas secondaire !), à critiquer publiquement Poutine sur sa manière catastrophiquement « grand-russe » d'engager l'« opération spéciale » en Ukraine ; en effet, dans son entretien préliminaire devant la télé russe (mars 2022), Poutine a longuement dénigré Lénine, quasiment qualifié de traître à la patrie russe, pour avoir créé une Ukraine soviétique souveraine. Ce faisant, Poutine a d'emblée braqué les communistes russes... et doublement froissé les communistes ukrainiens, en tant que communistes et en tant qu'Ukrainiens ! Il a donc divisé les patriotes et désorienté tous ceux qui, de par le monde, regardent encore la Russie, fût-elle « postsoviétique », avec quelque sympathie en raison du grand passé socialiste, prolétarien et antifasciste de ce pays. Poutine et son état-major ont aussi commis une faute militaire majeure (conséquence de leur positionnement historico-politique erroné fondé sur le préjugé de classe antisoviétique et anti-léniniste) en *sous-estimant lourdement le patriotisme ukrainien, donc le potentiel guerrier de ce pays* et en s'imaginant pouvoir prendre Kiev en quelques jours : d'où les aspects clairement (qui peut encore le nier aujourd'hui ?) disproportionnés de l'« opération spéciale » qui, soit était surdimensionnée en termes d'objectifs, soit était sous-dimensionnée en termes de moyens. Poutine a de plus explicitement dénié, par avance comme *a posteriori*, tout droit à l'existence d'une Ukraine soviétique souveraine⁶ et d'un sentiment national ukrainien *légitime*. Or il ne fallait surtout pas, ne serait-ce que pour des motifs militaires, abandonner le sentiment national ukrainien aux nazis d'Azov⁷ en les plaçant *de facto* à la tête de la « résistance nationale ukrainienne » (sic) alors que, très certainement, la grande majorité des Ukrainiens ne se sentait pas, du moins initialement, pronazie. Faute de dénoncer ce discours anticommuniste, antisoviétique et

⁵ Y compris si, sur ce plan, il serait stupide de privilégier par ex. la différence philosophique entre matérialistes marxistes et foi religieuse ancrée dans les masses au lieu, tout à la fois, de tendre la main aux travailleurs croyants (« main tendue » par Thorez aux travailleurs catholiques en 1936 afin d'isoler les fascistes), comme il serait opportuniste à l'inverse, sous prétexte de main tendue aux croyants d'abandonner la défense du matérialisme philosophique et de la laïcité comme le faisait le PCP dérivant de Marchais dans les années 1970/80 quand il omettait de dénoncer le très contre-révolutionnaire pape polonais Jean-Paul II.

⁶ La souveraineté de principe des Républiques soviétiques fédérées se marquait au fait que, de 1922 à 1991, toutes les constitutions successives de l'URSS ont confirmé le droit de chaque république à sortir de l'Union. Bien entendu, le devoir des membres du PCUS tenus par le centralisme démocratique et par le primat du patriotisme soviétique sur les nationalismes locaux était d'équilibrer ce droit formel en militant pour l'unité politique de l'URSS. Lénine avait compris que le mariage des Républiques soviétiques serait d'autant plus solide, et les liens entre ouvriers et paysans russes, ukrainiens, caucasiens, kazakhs, kirghizes, etc. d'autant plus forts que la constitution russe reconnaîtrait formellement le droit au divorce des nationalités non russes jadis opprimées par les tsars. On peut à la fois militer pour la bonne entente des couples et pour le droit au divorce car seule une union librement consentie (dont, par conséquent, on peut sortir) a des chances de s'avérer solide, durable et constructive.

⁷ C'est pourquoi Lénine avait convaincu le Parti bolchevik de fonder une Fédération socialiste soviétique (l'URSS) dont la Russie soviétique ne serait que l'une des Républiques fédérées égale aux 14 autres, et non pas une « République socialiste fédérative russe » unique englobant toutes les nationalités de l'Union.

grossièrement diviseur qui ne pouvait qu'aider Zelensky... et Biden, nous n'aurions pas pu pointer la faiblesse idéologico-politico-militaire n°1 de l' « opération spéciale » : son orchestration idéologique antisoviétique, anti-léniniste, « grand russe » et contre-révolutionnaire. Notons en outre que les formes et l'emballage idéologique poutinien de l' « opération spéciale », ne pouvait que cabrer nombre d'Ukrainiens hésitants qu'il fallait au minimum neutraliser idéologiquement, tout en inquiétant aussi lourdement des patriotes bourgeois non nazis mais épris d'indépendance nationale dans les marches de la Fédération Russie (Arménie, Moldavie, Azerbaïdjan, voire Finlande et Suède même si la situation de ces deux pays était fort différente de celle des ex-républiques soviétiques de la périphérie).

Bref, le combat antiimpérialiste et patriotique lui-même peut parfois n'être gagnable complètement contre un ennemi *a priori* plus puissant que si les communistes savent à la fois intégrer sans équivoque « *ni-niste* » le front anti-impérialiste et anti-hégémoniste global, marquer leur différence d'une manière responsable (y compris par des critiques publiques s'ils sont eux-mêmes attaqués publiquement, ce qui était le cas) et jeter les bases socialistes et internationalistes d'un combat national et anti-impérialiste conséquent, c'est-à-dire unifiant vraiment les masses populaires de manière à les rendre *indivisibles, donc invincibles* comme surent le faire en leur temps et pour leurs pays respectifs les communistes yougoslaves (Tito), albanais (Enver Hoxha), coréens (Kim Il Sung), vietnamiens (Ho Chi Minh), cubains (Fidel Castro) ou chinois (Mao Zedong), voire les marxistes-léninistes africains qui, en alliance avec le PC portugais d'Alvaro Cunhal et de Vasco Gonçalves, ont libéré du fascisme et du colonialisme le Mozambique (Samora Machel), l'Angola (Agostinho Neto) et la Guinée-Bissao (Amical Cabral).

En résumé, *il faut commencer par ne pas se tromper de côté de la barricade*, mais, dès lors qu'on lutte clairement du bon côté et que l'on se bat vaillamment à côté d'éléments non prolétariens pour défaire l'ennemi principal, on a d'autant plus le droit, voire le *devoir* de « dire ce qui est » à ses compagnons non prolétariens... et à ses camarades communistes du monde entier. Comme le disait Luxemburg, en cela d'accord avec Jaurès (*le courage, c'est chercher la vérité et la dire*),

«... il n'est rien de plus révolutionnaire que de dire ce qui est ».

On doit ainsi formuler des critiques et des propositions constructives dont le but est, non pas de « créer des difficultés », mais de parfaire le combat commun et de *faire gagner son camp*. Ainsi ont du reste procédé à raison les communistes français durant la Seconde Guerre mondiale et l'appui circonstanciel qu'ils ont su accorder à Charles de Gaulle (contre le général Giraud, le fantôme des Américains et des pétainistes) sur des bases patriotiques (antihitlériennes mais aussi anti-étatsuniennes...) n'a jamais été exclusif de critiques publiques dures, par ex. sur le retard à l'ouverture du second front, sur l'attentisme délétaire conseillé aux maquisards de France, sur la tentation des alliés bourgeois du CNR de séparer libération nationale et insurrection nationale de crainte que la classe ouvrière armée ne donnât le pouvoir aux communistes français dirigeant les milices patriotiques de 1944/45.

On voit ici revenir en filigranes tout le **léninisme** : alors que, sous couvert d'unité, les sociaux-démocrates s'alignent toujours finalement sur telle ou telle fraction de la bourgeoisie impérialiste (nationaliste, pacifiste, européiste, etc.), alors que la plupart des groupes trotskistes cultivent à l'inverse l'isolement « révolutionnaire » de la classe ouvrière et qu'ils opposent métaphysiquement... et sottement l'identité communiste à la politique de front, les marxistes-léninistes véritables militent pour que la classe ouvrière, conduite par son avant-garde communiste, crée les plus larges fronts politiques, voire militaires, possible, pour qu'elle isole ainsi au maximum l'ennemi principal, pour qu'elle rapproche ainsi l'heure du socialisme-communisme, ce qui implique aussi qu'elle ne se contente pas de « suivre » la partie bourgeoise du front anti-impérialiste et pour qu'elle s'emploie courageusement à tenter de conquérir le « rôle dirigeant » au sein dudit front. Naturellement il ne s'agit pas de diriger au sens bureaucratique, boutiquier et formel de ce verbe, mais tout au contraire, au sens d'une direction politique proposant les mots d'ordre les plus justes, les plus adaptés à la situation, les plus propres à donner la victoire à l'ensemble des composantes du front, en un mot les plus *sages* et les plus propres à entraîner « en bas » les larges masses. Donc *ni « identitarisme » incantatoire (cette posture petite-bourgeoise dont les ouvriers se fichent), ni abandon des objectifs révolutionnaires, mais conquête du rôle dirigeant dans une vaste alliance contre l'ennemi principal permettant de le battre et de passer aussitôt à l'étape ultérieure de la lutte, celle du socialisme, voilà quelle est la ligne léniniste en matière de front unique anticapitaliste et anti-impérialiste.*

Soutien politique critique ou intégral

Il en va différemment lorsque le mouvement ou l'Etat soutenu par nous, marxistes-léninistes de France, partage globalement nos objectifs de classe. Par ex. lorsque nous défendons Cuba socialiste ou, en France même, par les ouvriers raffineurs en grève, notre soutien émane de camarades s'adressant à d'autres camarades et nous disons par ex. non pas que « nous défendons Cuba », de manière ridiculement paternaliste, mais que « nous **NOUS** défendons **AVEC** Cuba ». Il s'agit là non seulement de soutien militaire, car nous souhaitons évidemment la victoire économique, et au besoin militaire (comme à Giron en 1962) de Cuba socialiste sur l'empire étatsunien et sur son scandaleux blocus, ou bien entendu celle des ouvriers raffineurs français sur Exxon et Total, mais nous partageons en outre les buts émancipateurs généraux qui sont les leurs, quand bien même ces finalités globales et universelles ne sont qu'à peine dessinés (par ex. quand il s'agit de défendre les retraites, et avec elles, le droit pour le prolétaire d'exister indépendamment de l'exploitation capitaliste, de « *ne pas perdre sa vie à la gagner* »). De même quand nous avons défendu Erich et Margot Honecker ainsi que les centaines de milliers d'autres communistes allemands, russes, hongrois, lituaniens courageux qui, à l'Est, n'ont pas baissé pavillon en 1991 et qui, bien qu'impitoyablement persécutés et humiliés, ont brandi le poing face à la contre-révolution triomphante, à l'impérialisme allemand revancharde et à la veulerie extrême du gorbatchévisme, *nous nous sommes défendus nous-mêmes* car il était impensable de pouvoir un jour reconstruire un parti communiste en France si l'on n'avait pas pris la défense de ceux qui, au pire moment de cette capitulation en rase campagne, ont défendu la faucille paysanne et le marteau ouvrier, non seulement contre l'impérialisme capitaliste, mais contre les super-renégats Gorbatchev et Eltsine suivis à l'Ouest par les carriéristes Robert Hue, Walter Veltroni et Cie.

Mais ce support militaire ET politique ne signifie pas nécessairement accord politique acritique, « alignement ». Lénine et Luxemburg se sont idéologiquement empoignés en 1918/19 sur les modalités pratiques de la révolution prolétarienne et sur les formes de la dictature du prolétariat sans que cela les ait empêchés de co-fonder l'Internationale communiste en parfaits camarades : *le débat stratégique et tactique n'est donc pas éteint, du moins en droit, de jure, par la communauté d'objectifs*, tant pour les raisons de classe que nous venons d'évoquer que pour des motifs d'ordre plus théorico-scientifique ; car, sauf à laisser le marxisme dégénérer en un dogme méprisé, comme il l'était hélas devenu en URSS à la fin de la très routinière ère brejnévienne, *la controverse, du moins quand elle est respectueuse des personnes, fait partie de la vie légitime de la science* et l'élaboration philosophique, économique, historique, etc. ne peut structurellement pas s'aligner sur les exigences à court terme du consensus politique, fût-il formellement communiste et prolétarien.

Encore faut-il saisir que *soutien et critique ne s'inscrivent pas l'un envers l'autre dans un rapport mutuel de « dosage » ou de proportionnalité inverse* : la critique léniniste d'une position adoptée par un P.C. ou par un syndicat de classe ne diminue en rien le devoir de *soutenir cette position à 100%*, de même qu'à l'inverse, le soutien à 100% de cette position ne peut entraver le droit, voire le devoir, si désaccord il y a, de publier cette position critique dès lors que l'on s'est convaincu que cette publicité de la critique comporterait plus d'avantages que d'inconvénients pour le succès final de la cause commune. Encore faut-il tenir compte des *modalités de la critique* tels que son caractère public ou semi-public (critique réservée au moins dans un premier temps au parti communiste, au syndicat de lutte ou à l'Etat critiqué ?), si ce n'est tout simplement du droit à exprimer nos doutes : c'est ce que nous avons fait, avec mesure mais franchement, quand nous avons informé nos camarades cubains de Paris de notre questionnement au sujet du tournant économique attaché au nom de Raul Castro dans les années 2000. Par ex. dans la dernière période, confrontés que nous étions aux attaques publiques du KKE visant la Plateforme antiimpérialiste de Caracas et, chemin faisant, aux critiques qui nous sont publiquement adressées, nous avons décidé d'être patients et...

a) de ne répondre pour le moment qu'à l'interne à ces critiques erronées de manière à armer idéologiquement nos camarades du CC à ce sujet

b) d'adresser comme si de rien n'était notre soutien électoral à tel parti du Mouvement communiste international dont nous ne confondons pas la nature de classe cent fois démontrée et l'orientation étroite, et sur certains points gravement erronée, qui est la leur pour le moment.

C'est pourquoi du reste nous avons rejeté le terme de « mouvement aligné » que les amis cubains utilisaient parfois pour décrire notre positionnement sur Cuba en faisant comme si notre soutien politique régulièrement réaffirmé, et le plus souvent réaffirmé sans réserves ni critiques, résultait d'une forme d'automatisme et d'accord précontraint et quasi courtisan de notre part. En effet, même quand nous sommes d'accord avec eux à 100%, ce qui est fréquent, nous exprimons cet accord avec les dirigeants cubains non pas par allégeance politique, routine politique ou religiosité « guévaro-fidélite », mais parce que notre analyse géopolitique coïncide avec la leur, des rapports de subordination politique étant à exclure entre organisations communistes amies de l'égalité. De même deux mathématiciens confrontés au même problème parviendront-ils *librement* au même résultat l'un que l'autre sans avoir pour autant copié l'un sur l'autre : simplement, ils seront partis des mêmes données et auront l'un et l'autre raisonné logiquement. Par ailleurs, nous réservons l'avenir puisqu'un accord politique efficient ne saurait résulter d'un automatisme politique supprimant la liberté d'appréciation du partenaire, d'un *alignement, voire d'une vassalisation*, mais seulement de la *libre* unité de pensée résultant d'analyses partagées, parallèles ou convergentes : comme le disait le publiciste Rivarol (qui n'a pas toujours été l'auteur réactionnaire cher au Figaro !), « *sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur* » de même n'est-il pas de critique ajustée si l'on a aliéné sa pleine liberté de louer.

Conclusion

Nous confirmons que *les barricades n'ayant jamais que deux côtés*, nos critiques à l'égard d'alliés circonstanciels, et plus encore, à l'égard de partis frères, ne devront jamais fournir prétexte, si fondées soient-elles, pour affaiblir notre « soutien militaire » au camp (antiimpérialiste, antifasciste, anti-extermiste...), encore moins pour changer subrepticement de camp et pour nous décaler traîtreusement du côté impérialiste. Ce fut par ex. le cas des dirigeants maoïstes chinois quand ils se furent laissé emporter par leur polémique débridée contre le prétendu « social-impérialisme soviétique » jusqu'à se retrouver aux côtés de Nixon pour combattre le Vietnam socialiste, soutenir les odieux Khmers rouges ou s'allier aux infréquentables dirigeants du Chili pinochetiste ou à ceux de l'Afrique du Sud alors raciste. Les dirigeants chinois héritiers de ces dérives ultragauches ont du reste mesuré leur portée proprement suicidaire lors des événements de Tiananmen (printemps 1989) quand la dynamique contagieuse de la contre-révolution russe catalysée par Gorbatchev a failli déboucher en Chine sur le renversement du PCC... En un mot, le droit et le devoir de critique sont *limités et régulés par leur objet même* qui est l'obligation pour de vrais communistes de se montrer les plus performants possible dans leur compréhension théorique du réel et dans leur engagement pratique, y compris dans le « soutien militaire » qu'ils sont tenus d'apporter à tous ceux qui combattent l'exploitation capitaliste et l'oppression impérialiste.